

# Editorial

Autor(en): **Haas, Robert A.**

Objektyp: **Preface**

Zeitschrift: **Revue économique franco-suisse**

Band (Jahr): **73 (1993)**

Heft 3

PDF erstellt am: **15.09.2024**

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

**D**ans son premier numéro de l'année, la Revue Economique Franco-Suisse publiait la carte des investissements industriels suisses en France, fruit de l'enquête conduite par le bureau de Zurich de la DATAR.

Observer l'évolution de la présence industrielle helvétique dans l'Hexagone, en mesurer l'importance, en percevoir les caractéristiques principales et en rendre compte, figurent sans conteste parmi les tâches majeures de la Chambre de Commerce Suisse en France.

Les résultats des premières analyses effectuées avaient été présentés en 1983 et 1987. Depuis lors, le mouvement d'internationalisation de ses entreprises auquel est confronté chaque pays, s'est accentué ; la législation française en matière d'investissements étrangers s'est elle-même très sensiblement assouplie, au point d'offrir des conditions d'accueil comparables à celles des pays les plus ouverts de l'OCDE.

Il se justifiait donc de reprendre le dossier sur des bases nouvelles. Associant ses propres données à celles de la DATAR, la Chambre a confié à un collaborateur de la Banque de France à Lyon le soin d'en réaliser une synthèse. Son étude, dont le Journal de Genève et Gazette de Lausanne publie simultanément un condensé, constitue le cahier central du présent numéro.

Elle montre d'abord que les tendances dégagées précédemment se sont confirmées, en matière de choix géographique notamment. Elle souligne ensuite l'importance de la Suisse comme employeur étranger en France - le quatrième -, même si, avec 55 660 salariés sur un peu plus de 330 sites, les effectifs sont en moyenne moindres que dans les autres filiales étrangères. Elle met aussi en lumière les stratégies d'investissement propres aux industriels suisses, de même que les secteurs où elles s'appliquent.

Complétée par une contribution sur les avantages fiscaux offerts par la France aux investisseurs étrangers, cette étude apporte enfin des éléments précieux à tous les entrepreneurs helvétiques qui s'interrogent, après le vote négatif du 6 décembre dernier, sur l'opportunité et l'intérêt véritable d'une implantation en France, comme moyen adéquat de pénétrer le marché unique européen.

**Robert A. Haas**

Directeur de la Publication  
Secrétaire Général de la Chambre de  
Commerce Suisse en France